

J. NAGY LÁSZLÓ
(UNIVERSITÉ ATTILA JÓZSEF - HONGRIE)

Mouvement national algérien de multipartisme sous la pression de la légalité coloniale

En Algérie, dans le cadre très limité de la légalité coloniale, cas unique dans l'empire colonial français, un mouvement national de multipartisme se formait après la Seconde Guerre mondiale.

Parmi ces partis, le Parti Communiste Algérien est le plus ancien, structurellement et idéologiquement le plus développé et le plus proche des partis européens, ayant été élevé dans le PCF, et il en suivait ensuite le modèle. Après la séance comité central de juillet 1946, passant pour un tournant, le parti est caractérisé par les efforts continus et logiques vers l'intégration dans le mouvement national. Le parti deviendra un facteur considérable, façonnant l'opinion publique, dans le mouvement national et même dans toute la vie politique algérienne. Il lutte pour la société fondée sur l'égalité sociale, bien qu'après 1946 – quand il parle de l'avenir de l'Algérie – il n'emploie pas l'expression „édification de la société socialiste”. A sa place, il met l'accent sur la „construction de l'Algérie libre, heureuse et indépendante” et sur la lutte „pour le pain, la bien-être, pour la démocratie”.¹

Il assume son caractère de parti de classe, mais cela ne consiste pas dans la référence à la classe ouvrière, mais dans ce qu'il désigne concrètement les groupes socio-économiques le règne desquels il veut liquider, de même les groupes en faveur desquels il fait cela. Dans son programme radical de transformation de la société, la cible principale: les gros colons, les trusts et les banques. C'est contre eux qu'il lutte pour améliorer la situation des travailleurs, des paysans et des pauvres. Lorsqu'il se réfère au peuple algérien, il désigne concrètement ces couches sociales, contrairement au MTLD qui ne les rétrécit qu'à une dimension ethnique-culturelle ... Ces couches populaires forment la base sociale du parti. Il a une influence particulièrement stable et durable parmi les dockers, les mineurs, les travailleurs du bâtiment et parmi les habitants des quartiers populaires des grandes villes. Dans le milieu paysan, le parti ne réussissait à où la proportion des petits propriétaires était relativement importante. Il y avait de fortes organisations de base communistes dans l'ouest du pays, aux environs d'Alger, surtout à Pétrelles, appelé ainsi „Petit

¹ Le manifeste du 5^e (1949) et du 6^e (1952) congrès du parti: Liberté, le 2 juin 1949., le 28 février 1952.

Moscou".² Le parti avait des cellules importantes dans le Constantinois, dans la région d'Aurès, aux environs de Batna et de Sétif.³ Le parti, par l'intermédiaire de la CGT, avait une base forte parmi les ouvriers organisés aussi. En Algérie – à l'opposé des deux autres pays du Maghreb –, les nationalistes n'ont pu réaliser une scission dans le mouvement syndical qu'au milieu des années 1950, lors de la guerre d'indépendance.

Le parti ne cachait plus la revendication de l'indépendance nationale dans l'idéologie de la libération sociale comme dans les années 1930, mais il ne la subordonnait étroitement pas aux luttes politiques de France. Jusqu'à la fin de 1947 – jusqu'au vote de la loi organique –, il pense encore que l'État autonome d'Algérie peut se réaliser au sein de l'Union Française. Par la suite, l'union n'est pas du tout exclue, mais elle – justement à cause du tournant de 1947 – ne peut se réaliser que dans une perspective historique avec une „France démocratique et anticoloniale”. L'opinion des communistes algériens concernant l'union Française a radicalement changé: „une étiquette derrière laquelle se cache l'Empire colonial français”.⁴ Au 6^e congrès de 1952, elle ne sera mentionnée dans aucun contexte. Le titre de leur manifeste reflète de façon univoque le changement: „Lutter sur le sol national pour une Algérie libre et indépendante”.⁵

La référence continue à la théorie de la nation algérienne en voie de formation est aussi omise, elle n'est plus déterminante dans la formation de la politique. Le PCA – seul parmi les partis – continue à prendre l'adhésion des représentants des ethnies différentes. Il s'efforce de les attacher à ses intérêts, mais il ne veut pas imposer la formule de Thorez de 1939 selon laquelle la nation algérienne se constituera à partir du mélange des races. Le parti, tout en tenant compte de la réalité sociale, de l'existence de l'ethnie européenne enracinée depuis des générations, des intérêts de la population autochtone arabo-berbere et du renforcement de la conscience nationale de celle-ci, rejette la formule de „mélange” en vue de la création de la cohésion intérieure de l'État algérien indépendant, et il met l'accent sur la „diversité” exprimant la coexistence des deux communautés en tant que trait caractéristique. Il ne lie plus la réalisation de l'indépendance nationale à la formation de la nation, mais au contraire: la création de l'État algérien indépendant aidera la formation de la nation algérienne.⁶ Les références à la civilisation française, à la réflexion politique, aux traditions révolutionnaires ne sont plus en cours. A sa place,

² Taleb-Bendiab, Abderrahim: Tlemcen dans les années 1950. R. A. 1978. n° 4, 72.

³ Police de renseignement, note 1952, le 10 novembre. Publication la direction des Archives de la Wilaya de Constantine. 1982. n° 10.

⁴ Liberté, le 2 juin 1949.

⁵ Liberté, le 28 février 1952.

⁶ Liberté, le juin 1949.

le parti cherche les traditions mobilisatrices dans le passé historique de l'Algérie, à partir d'Abd el Kader en passant par l'historien-sociologue du Moyen Age Ibn Khaldun jusqu'à Tacfarinas luttant contre les Romains dans les premières décennies de notre ère.⁷ Dans le programme du parti, les revendications culturelles tiennent une place importante: l'acceptation de l'arabe en tant que langue officielle, le développement de son enseignement, l'exploration et le maintien de la civilisation arabo-islamique.

La PCA a fait un pas d'importance au début de 1951 et s'est approché des nationalistes. Il a rejeté sa prise de position selon laquelle les autochtones et les Européens pouvaient envoyer au futur parlement algérien des représentants en nombre égal et il a adopté le système électoral proportionnel.⁸

Ces changements survenus après 1946 renforçaient la confiance à l'égard du PCA parmi les autochtones, le nombre des adhérents a augmenté, sa composition ethnique s'est améliorée et dans les organismes dirigeants, les autochtones ont obtenu la majorité. Un rajeunissement important a aussi eu lieu. La plupart des adhérents et de ceux qui étaient dans les organismes dirigeants – comité central, bureau politique – étaient des intellectuels (médecins, avocats, enseignants). La série des changements des personnes et le renouvellement des organismes dirigeants ont commencé par l'exclusion d'Amar Ouzegan, secrétaire du parti, à la fin de 1947. Il a été rendu responsable de toutes les décisions erronées du parti prises entre 1943–1949, mais surtout de l'appréciation erronée de l'insurrection de mai 1945 et des élections de juin 1946; par ces faits, il „a gêné considérablement le rassemblement de tous les mouvements nationaux progressistes d'Algérie contre le colonialisme”.⁹ Étant donné que la politique menée entre 1943–1946 était dictée par le PCF – et dans ceci André Marty avait un rôle important personnellement – l'opinion d'Emmanuel Sivan semble être acceptable. Amar Ouzegan était le bouc émissaire, le parti voulait démontrer par son exclusion sa rupture avec sa politique antérieure.¹⁰

À partir de la fin des années 1940, une nouvelle tendance peut être observée à propos des adhérents au parti: tandis que plus tôt – dans les années de la guerre mondiale – ceux qui ont quitté le PCA ont rejoint les nationalistes, maintenant ceux qui quittent les partis nationalistes adhèrent au PCA. Abdelhamid Benzine, le

⁷ Liberté, le 29 novembre., le 28 février 1952., le 20 mars 1952 etc. Le Progres, 1953 n° 2, pp. 28–29.

⁸ Liberté, le 25 janvier 1951.

⁹ Liberté, le 29 janvier 1948.

¹⁰ Sivan, Emmanuel: 161. La responsabilité d'André Marty qui formait autour de lui-même un véritable culte de la personnalité est renforcée par ses collaborateurs directs. Interview avec Ditmar Danielius et sa femme, Berlin le 26 mai 1984. Ditmar Danielius, antifasciste allemand, s'est évadé en Algérie à travers la France après 1943. Pendant la guerre, il était membre de direction du PCA. Sa femme était la secrétaire d'André Marty.

rédacteur du journal Alger républicain, très proche des communistes, commence son activité politique en 1940 dans le PPA, ensuite en 1950, en quittant la direction de France du MTDL, adhère au PCA. Sadek Hadjeres quitte l'organisation de jeunesse du MTDL en 1950 pour le parti communiste et en deviendra le secrétaire quelques années plus tard. Tahar Ghomsi, membre du comité central adhère plus tôt, ayant quitté la Société des Ulémas.¹¹ La composition ethnique des délégués au congrès et des organismes dirigeants entre 1947 et 1952, entre le 4^e et le 6^e congrès était la suivante:¹²

	délégués	membres (com.cent.)	membres (bur.pol.)	secrétariat
1947	63.-70.	23.-25.	9.-8.	3.-1.
1952	142.-104.	30.-17.	8.-4.	3.-2.

En ce qui concerne le nombre des effectifs, nous n'avons pas de données précises, mais, partant des références indirectes – „trois fois plus qu'en 1939”¹³ et par les mémoires des dirigeants,¹⁴ on peut conclure qu'il se situait entre 12 à 15 mille. Le nombre des adhérents autochtones a considérablement augmenté à partir de la fin des années 1940, leur proportion encore davantage, car dans le même temps de plus en plus d'Européens quittaient le parti. De nombreux membres du parti d'origine européenne ne pouvaient pas s'identifier à la revendication de l'indépendance nationale. Cela est démontré par leurs lettres écrites à la direction.¹⁵

La politique du parti était propagée par les membres communistes des organismes élus (parlement, conseils municipaux), lors des campagnes électorales ils étaient candidats du parti. Quelque cent mille personnes ont voté pour le parti, en premier lieu les Européens. Au premier collège, le parti a généralement obtenu une proportion au-dessus de 20 %, nous ne pouvons rien conclure d'essentiel des résultats du deuxième collège (3-5 %), à cause des fraudes évidente. La presse du parti avait relativement un fort tirage: Al Jazair al Jadida (Nouvelle Algérie) en langue arabe a paru en cinq mille exemplaires, La Liberté en quinze mille, L'Alger républicain, très populaire, officiellement non communiste, mais réalisant une rédaction de front unique très proche du parti, en vingt-cinq mille.¹⁶ En province, la propagande orale

¹¹ Sivan, Emmanuel, 166-167., Khalfa, Bonalem-Alleg, Henri-Benyine, Abdelhamid: La grande aventure d'Alger républicain. Editions Mesidor, Paris. 1987. 86-88., La Voix du peuple, n° 93. (1984).

¹² Liberté, le 24 avril 1947., le 28 février 1952.) (première ligne les autochtones)

¹³ Liberté, le 27 octobre 1948.

¹⁴ Interview avec André Moine ex-secrétaire chargé des questions d'organisation du PCA, Paris, le 6 février 1977.

¹⁵ Liberté, le 26 avril 1951., le 28 février 1952.

¹⁶ Khalfa, B.-Alleg, H.-Benyine, A., 166.

était efficace et à cette époque-là – contrairement aux années 1930 – la connaissance de la langue arabe ne causait pas de souci, beaucoup de militants parlait l'arabe.

Le processus de l'intégration plus dynamique du PCA au mouvement national fut fortement gêné – et en fin de compte empêché – par sa prise de position théorique dans des questions internationales qui s'identifiait servilement à la politique étrangère soviétique après 1947 qui consistait dans la conception de bloc cominformiste-jdadoviste. Tandis que dans la politique intérieure la ligne directrice indépendante et originale est palpable de façon univoque, dans l'appréciation de la situation internationale et des questions concrètes, l'influence du PCF fondant le Kominform entre en jeu totalement, et ceci a compromis la politique de front unique national anticolonialiste des communistes algériens, et a toujours mis en méfiance les nationalistes. Le Kominform (et l'Union Soviétique) exigeait une prise de position sans équivoque de la part des partis communistes – et dans le fond de la part de toutes les forces politiques – quel bloc le parti soutiendra-t-il, le camp impérialiste réactionnaire dirigé par les Etats-Unis ou bien le camp de la paix progressiste avec l'Union Soviétique? „Il y a deux bocs, c'est incontestable. Il s'agit pour les peuples opprimés de prendre nettement position devant une réalité aussi évidente. Ne pas le faire, sous prétexte d'une fausse neutralité reviendrait en définitif à soutenir le camp ennemi.”¹⁷ Dans sa propagande, le PCA a toujours associé la lutte pour la paix et le soutien de l'Union Soviétique et il l'a fait apparaître comme la condition de la conquête de l'indépendance nationale.¹⁸ Ces sortes de prises de position provoquent la critique et le refus de l'UDMA même qui est pourtant très proche du parti. Au printemps 1950, Ferhat Abbas dans sa série d'articles intitulée *Le peuple algérien devant la politique des deux blocs*, analyse très objectivement et avec modération la politique du PCA. Il reconnaît que c'est le parti communiste qui est la plus proche de lui et déclare qu'à l'UDMA on ne tolère pas l'anticommunisme. Mais il souligne de façon univoque qu'ils ne suivent pas servilement l'Union Soviétique: „notre peuple doit servir sa propre cause, non cause étrangère. La délivrance de l'Algérie ne viendra ni de la Ligue Arabe, ni de l'Union Soviétique ni de l'Amérique.”¹⁹ Le dirigeant de l'UDMA n'est pas exempt des illusions envers les États-Unis et l'Angleterre (les États-Unis n'est impérialiste qu'au sens économique, l'Angleterre décolonise „sagement” en Inde, en Egypte etc.), mais ceci ne passe jamais à l'anticommunisme, à l'antisoviétisme et au soutien du monde – selon lui aussi entre guillemets – „libre” et à l'acceptation de ses valeurs. Il attire l'attention plutôt sur l'expérience historique spécifique et sur la situation du „tiers monde”

¹⁷ Liberté, le 2 juin 1949.

¹⁸ Liberté, le 16 février 1950.

¹⁹ La République algérienne le 7 avril 1950.

situé entre les deux blocs. „Il se peut que le régime des 'démocraties populaires' soit un régime dictatorial, il se peut que la Russie vise à la domination du monde. Mais un fait pour nous est certain. C'est que si malheureux, si exploités et si opprimés que puissent être les peuples russe, tchécoslovaque, bulgare, polonais ouchi-nois, leurs souffrances n'atteindront jamais celle des peuples africains. En tout état de cause nous ne connaissons en fait de dictature que la dictature colonialiste qui n'est pas seulement une dictature de classe mais aussi de race ... Dans ce monde que les Occidentaux ont baptisé de monde libre, les peuples africains n'ont pas leur place.”²⁰ Dans sa série d'articles analysant et critiquant le PCA, Ferhat Abbas formule la raison d'être d'une force politique internationale indépendante des peuples coloniaux qui ne se rallie à aucun bloc, il définit les bases de la politique appelée plus tard „neutralité positive”, enracinées dans la situation politico-historique d'après la Deuxième Guerre mondiale. Il était probablement le premier, au moins dans les pays du Maghreb, à faire cette analyse. Des points de vue tactiques – pour profiter de l'opposition – les autres leaders nationalistes (Bourguiba, al-Fassi) reconnaissent aussi la possibilité émanant de l'opposition des blocs. Mais à l'encontre de ces hommes politiques, selon Ferhat Abbas la démarche des peuples coloniaux luttant contre le colonialisme en tant que force politique indépendante, a une importance théorique, elle n'est pas un facteur conjonctural mais constant du système politique international. Le PCA et le mouvement communiste international avaient un grand défaut de ne pas avoir reconnu – malgré les déclarations – l'UDMA et le mouvement national anticolonialiste en tant que force politique indépendante. La politique de bloc communiste – et soviétique – ne reconnaissait pas à l'époque d'alliés, seulement ceux qui s'identifient absolument avec sa politique et son idéologie.

Ferhat Abbas critique particulièrement, entre autres, la prise de position communiste concernant la Palestine. Le PCA a soutenu la résolution de partage votée enfin par l'Union Soviétique aussi. Il pensait que le responsable des événements tragiques aboutissant à la guerre n'est autre que l'impérialisme anglo-américain. Il donnait tort à la Ligue Arabe, et à l'Égypte – même au Bureau Maghrébin Arabe – de ne pas avoir discerné les manœuvres impérialistes. Ferhat Abbas, lui-même, a refusé les résolutions de l'ONU.²¹ Le parti ne participe pas au comité formé pour aider les Arabes de Palestine et ceci est critiqué à juste titre par les adhérents musulmans. Il a motivé son absence par le fait qu'il ne voulait pas diviser la population et détourner l'attention des problèmes algériens.²² Les nationalistes ont fait la quête de six millions de francs pour aider les Arabes de Palestine, cette somme a été

²⁰ La République algérienne le 29 septembre 1950.

²¹ Liberté, le 27 mai 1948.

²² Liberté le 24 juin 1948.

transmise à l'ambassadeur d'Égypte à Paris par le cheik Ibrahim, chef des Ulémas.²³ Malgré les graves divergences de vue, les députés nationalistes refusent avec indignation la proposition de droite à l'Assemblée Algérienne d'interdire le parti communiste.²⁴

La critique sociale de l'UDMA était enracinée dans les idées républicaines de la révolution française et qui a subi une métamorphose importante pendant la Deuxième Guerre mondiale et qui s'est cristallisée à la fin des années 1940. Le programme de l'UDMA se développait, se formait à partir de l'attachement aux idées démocratiques bourgeoises, de la confrontation continue de la réalité sociale, des conflits, ce programme, dans son radicalisme n'a pas dépassé le Manifeste, mais il était précisé, approfondi par l'expérience politique d'après 1945 et par l'intégration de l'appréciation des changements. La loi organique antidémocratique négligeant les intérêts et l'opinion du peuple algérien, la guerre d'Indochine et la répression de Madagascar ont rendu désabusé les partisans de la démocratie bourgeoise d'arriver progressivement à la démocratie réelle avec les libéraux français. Ils ont compris que le capitalisme et le colonialisme étaient inséparablement liés et qu'on ne pouvait lutter contre l'un sans attaquer l'autre.²⁵ C'est pourquoi ils dirigeaient leur lutte consciemment vers la création des bases sociales de la démocratie, vers la destruction de la domination des propriétaires fonciers européens et arabo-berbères, vers la destruction de l'oligarchie qui constituait la charpente de la „dictature sociale, politique et économique”, vers la „création de la république sociale et démocratique”.²⁶ Ils ne veulent pas une Algérie telle qu'elle garde son caractère national, sa personnalité tout en se raccrochant au passé. Ils veulent une Algérie qui ne renonce pas à ses traditions culturelles, religieuses, linguistiques, mais se sert des résultats des sciences naturelles et crée un pays moderne de bien-être. „Partout des routes, partout des écoles, partout des laboratoires, partout des moyens modernes de travail et de production et le colonialisme sera détruit”.²⁷

Cette conception saint-simonienne, aufclériste de la modernisation peut être appréciée comme un appel à la bourgeoisie nationale, son objectif social n'est autre que la création du citoyen. Avec ses six à sept mille adhérents, l'UDMA est resté essentiellement un parti urbain. son influence était considérable là où il y avait une forte bourgeoisie commerçante autochtone: dans le Constantinois et dans les quartiers pauvres des villes ce parti était quasiment sans influence. Non pas parce qu'il

²³ Police de renseignements, janvier 1949, note 95. Archives de Wilaya d'Alger.

²⁴ Kaddache, Mahfoud: Histoire du nationalisme algérien. Tome 2. p. 852.

²⁵ Abbas, Ferhat: La nuit coloniale, 111., Egalité le 10 octobre 1947.

²⁶ République algérienne le 1^{er} octobre 1948.

²⁷ Abbas, Ferhat: Le régime colonial est la négation de la justice et de la civilisation. Alger 1949.

15. (Compte rendu au 2^e congrès de l'UDMA, Tlemcen, les 16-18 septembre 1949.)

ne s'intéressait pas aux problèmes sociaux, mais parce que sa propagande – exclusivement la presse – et son langage semblaient être étrangers pour le monde paysan traditionnel tout comme pour les foules marginales des salariés urbains vivant à l'intérieur des conflits sociaux. Ce n'est pas par hypocrisie qu'il se référait au peuple, mais il était incapable de changer de méthodes, ainsi il ne pouvait pas s'approcher des couches populaires, il respectait à l'extrême la légalité. Il était convaincu que l'indépendance de l'Algérie était une nécessité historique en conséquence des changements survenus dans le monde, c'est pourquoi il avait confiance dans le fait qu'il serait capable de vaincre le colonialisme par ses propres armes.²⁸ Il avait son appui solide parmi les personnes exerçant une profession libérale et il avait de bonnes relations avec les intellectuels français rangés du parti de gauche (Sartre, Aimée Césaire etc.). L'UDMA était ouverte pour les deux ethnies, mais les Européens ont choisi le parti communiste, c'est là qu'ils se sentaient dans un milieu „plus national”. Contrairement au MTLD, l'UDMA choisit ses alliés – parmi eux les forces démocratiques françaises comprenant le mouvement ouvrier aussi – non pas sur la base religieuse-ethnique, mais selon leurs prise de position, leurs opinions politiques. „Pour nous les peuples quelle que soit leur religion comptent des démocrates et des impérialistes. Les premiers sont nos amis même s'ils sont chrétiens, les seconds nos ennemis même s'ils sont musulmans”.²⁹ Mais dans le MTLD la conception qui qualifiait de colonialiste le peuple français et de „collabo-réformiste” l'UDMA avait une base considérable.³⁰

Mais par le fait que l'alliance des futurs pays indépendants du Maghreb sera fondamentale et que cette alliance sera un des piliers de ses vérités fondamentales, l'UDMA était plus proche du MTLD que du parti communiste: „l'Afrique du Nord rentrera véritablement dans l'histoire le jour où l'Union nord-africaine prendra corps.”³¹ L'UDMA consacre une très large place dans son activité politique, dans sa propagande aux mouvements anticolonialistes, elle est solidaire avec leur lutte, n'importe si leurs dirigeants sont communistes (Indochine) ou nationalistes (Iran). Ferhat Abbas propose même „la constitution d'un front commun des nations colonisées au sein de l'ONU.”³²

Le MTLD, le parti le plus influent du mouvement national n'avait pas d'enracinement idéologique aussi déterminé et aussi univoque – mais de structure organique stable non plus – que l'UDMA et le parti communiste. La victoire aux élections de novembre n'a pas atténué la division du parti. La prise de position des partisans de

²⁸ La République algérienne le 27 janvier 1950.

²⁹ La République algérienne le 1^{er} octobre 1948.

³⁰ Maghreb el Arabi le 30 octobre 1948.

³¹ Abbas, Ferhat: Le régime colonial, 17.

³² La République algérienne le 20 janvier 1950.

l'insurrection armée et celle des électoralistes qui préféraient la légalité ne se rapprochaient pas. Au congrès de février 1947, une solution de compromis a été prise. Il y avait un consensus total dans le fait que c'est au MTLD que revient le rôle le plus important dans le mouvement national en tant que le seul parti national authentique. En ce qui concerne les méthodes et les rapports avec le pouvoir colonial, les divergences sont non seulement restées, mais elles se sont approfondies comme c'est prouvé par les transformations d'organisation. Les délégués du congrès illégal tenu dans la banlieue d'Alger ont voté pour la participation aux élections par une faible majorité (quatre voix en plus) et ainsi ils ont consacré la formation du MTLD. Mais ils étaient incapables de décider de la dissolution du PPA, ils ont reconnu son existence formelle. Les radicaux, en revanche, sous la pression de ceux qui rejettent complètement la légalité coloniale, ont décidé de la création d'une organisation paramilitaire, l'Organisation spéciale (OS). On lui a fixé pour but la préparation de l'insurrection armée. Formellement les trois organisations sont dirigées par le Comité Central du MTLD, certains de ses membres sont responsables de ces organisations.³³ Les décisions du congrès ont déterminé le sort du MTLD, le compromis a été renouvelé jusqu'en 1954, jusqu'au déclenchement de l'insurrection armée tandis que la division d'organisation cachant les divergences politiques a graduellement disloqué le parti. Le comité central reflétant les divergences par sa composition de personnes était incapable de diriger avec efficacité, même à cause des différences des méthodes des organisations. Le PPA a partiellement cessé d'exister, en 1948, lorsqu'on a décidé de son abolition, on n'a fait qu'enregistrer les faits accomplis. En avril 1948, l'élection des membres de l'Assemblée Algérienne, dans des circonstances scandaleuses, semblait justifier les partisans de l'insurrection armée: l'adoption de la légalité coloniale peut conduire dans l'impasse le mouvement national. A la séance de décembre du comité central, la discussion des formes de lutte est de nouveau à l'ordre du jour. C'est Ait Ahmed, le dirigeant de l'OS qui fait le compte rendu.³⁴ Il analyse à fond la situation du parti et, tout en prenant en considération les expériences internationales, les méthodes et les formes de lutte à suivre. A propos du parti, il constate qu'il est faible à la campagne et parmi les salariés dans les villes, son influence organisée est minime. Il a très peu de cadres idéologiquement et politiquement bien formés. Un désordre d'organisation règne dans le parti qui paralyse aussi l'OS. Il ne parle pas de l'unité du mouvement national car il prend les autres partis „pour des alliés objectifs du colonialisme”. En analysant les formes de lutte, il rejette l'idée d'une insurrection

³³ Harbi, Mohamed: *Le F.L.N. Mirage et réalité, des origines à la prise de pouvoir (1945-1962)*. Editions J.A., Paris 1980. 38-39.

³⁴ Texte intégral in Harbi, Mohamed (sous sa direction): *Des Archives de la révolution algérienne*. Editions J.A., Paris 1981.

populaire générale semblable à celle de Mokrani en 1871: une telle insurrection subirait une rapide et sanglante défaite à cause de la supériorité de l'ennemi en armes modernes. Il ne trouve pas non plus acceptables les actions terroristes soutenues par beaucoup dans le parti, il les condamne avec fermeté, parce qu'elles visent des individus et non pas le système social, mais comme „forme de défense complémentaire à l'intérieur d'une guerre populaire elles peuvent jouer un rôle". Il ne pense pas non plus que la voie chinoise ou la voie yougoslave soient à suivre, car la création des zones libérées supposerait un appui de masses, une armée ayant une efficacité du tir relativement importante et des dispositions géographiques et topographiques plus favorables et le soutien d'un État ami qui serait prêt à prendre des risques militaires et diplomatiques. Il ne pense pas que la voie proposée par les communistes soit à suivre selon laquelle un grand mouvement de masse populaire imposerait des changements fondamentaux dans le système politique de la colonie. La conclusion d'Ait Ahmed est que la forme de la lutte de libération sera une guerre populaire conduite par une équipe avantgarde militairement organisée et soutenue par des masses populaires politiquement mobilisées. Sa base sociale sera la paysannerie. Pour faire la guerre populaire réussie, il pense nécessaire mais non indispensable que les trois pays du Maghreb agissent dans l'unité et que les forces naticolonialistes soient soutenues dans leurs pays respectifs mutuellement par des luttes armées. Sa formulation prudente, plutôt une sorte de désir a été justifiée sous peu. Un mois plus tard, les délégués du MTLD négocient de la possibilité du déclenchement d'une insurrection armée concertée avec les dirigeants de l'Istiklal et du Parti Néo-Destour. Salah ben Jussef, le premier secrétaire du parti nationaliste tunisien a qualifié le projet de peu sérieux, „d'enfantin". Les dirigeants de l'Istiklal ont les mêmes déclarations, mais dans un style plus poli. Allal al Fassi a exclu l'épreuve de force avec le pouvoir colonial et a déclaré qu'ils désiraient obtenir leur but, la conquête de l'indépendance nationale formée autour de lui et avec le soutien des États-Unis.³⁵

Le comité central a soutenu le compte rendu par une voix contre et par une abstention, ceci signifiait la supériorité des partisans de l'insurrection armée. L'abstentionniste était Messali Hadj lui-même. La cause de son abstentionnisme valant une voix contre était probablement que dans la poussée en avant des radicaux il a instinctivement pressenti l'éclipse de sa propre personne charismatique. Le sort ultérieur de sa carrière d'homme politique l'a prouvé de façon univoque. Son rôle politique joué dans les années 1930, la défense, contre tous, de l'idée nationale, avec des risques personnels perpétuels, sa peine de prison de plusieurs années pendant la guerre, son comportement devant le tribunal ont fait de lui le martyr du mouvement national. Après sa libération, la presse nationaliste et la propagande a con-

³⁵ Harbi, Mohamed: Le F.L.N., 54.

sciemment cultivé son martyre. On a commencé à l'appeler zaim (mélange du chef et de tribun). Son autorité n'est pas encore marquée d'un point d'interrogation à l'époque, mais pour garder son influence dans le parti, il est déjà obligé de manoeuvrer dans des questions personnelles. Le comité central a donné carte blanche à Lamine Debaghine, le dirigeant des radicaux, dans la formation des relations étrangères qui étaient très importantes en ce qui concerne l'achat des armes. Mais au poste de premier secrétaire créé sur la proposition de Messali Hadj, c'est son candidat Hocine Lahouel qui a été élu, ainsi, il pouvait tenir entre ses mains l'appareil du parti.³⁶ Messali Hadj ne s'identifie pas à l'idée de l'insurrection armée, mais sa proposition de compromis – plus tard ses propositions – possible, dans une mesure de plus en plus diminuante, de se faire accepter par les adhérents du parti et de pouvoir agir autoritairement sans prendre en considération les prises de position des associations. Cela est facilité par le fait que le parti n'a pas de statuts dont la création est impossible à cause de la lutte pleine de discordes personnelles et à cause des compromis plutôt paralysants que dynamisants des deux tendances opposées. Jusqu'en 1953, le parti n'a pas de programme élaboré non plus, il est remplacé par des prises de position dans des questions concrètes et des discours-programme lors des élections. Tout cela contribue au fait que Messali Hadj devient le point de ralliement remplaçant le programme. Par la suite de la décision du comité central, c'est Ait Ahemd qui dirigera l'organisation de l'OS. L'organisation constituée de groupes de base de quatre membres qui entretenaient une correspondance entre eux d'une façon indirecte, conspirative, un an plus tard avait déjà 1000–1500 adhérents lorsqu'à la place d'Ait Ahmed était arrivé Ben Bella. Ce sont surtout les soldats qui avaient combattu sur les fronts en Europe pendant la guerre qui sont enrôlés, mais il y a parmi eux beaucoup de jeunes qui ont rallié le PPA après mai 1945. La direction qui elle-même a des expériences politiques et de lutte, organise des stages où les participants acquièrent des connaissances politiques fondamentales. Mais le thème principal des séminaires est l'étude des mouvements révolutionnaires, l'étude de la théorie et de la pratique des guerres de partisans (Irlande, Union Soviétique, Yougoslavie).³⁷ L'organisation – faute d'argent – trouve difficilement des armes, ainsi elle entre rarement en action. La plus spectaculaire en était le hold-up de la poste d'Oran le 5 avril 1949. La police ne pense pas que derrière l'action il y ait des motifs politiques, qui ne se révéleront qu'une année plus tard quand l'aveu de la victime d'un règlement de compte intérieur conduit en prison plus de 300 membres de l'OS. Son dirigeant, Ben Bella est condamné aux travaux forcés à perpétuité. Ait Ahmed part pour le Caire dans l'illégalité, il est suivi d'un député parlementaire, Mohamed Kider, qui s'était mêlé malgré

³⁶ Ibid 54.

³⁷ Ait-Ahmed, Hocine: Mémoires d'un combattant, 136.

lui du hold-up de la poste (les activistes de l'OS se servaient de sa voiture). En 1952, Ben Bella s'est évadé de la prison de Blida. Ce groupe de Caire, complété plus tard d'autres, maintiendra l'insurrection armée. Mais dans leur pays, les partisans de la légalité se renforcent et la liquidation de l'OS semble leur donner raison. La cohésion du MTLD ne s'affirmit pas. Dans le plus grand parti du mouvement national algérien ayant plus de trente mille membres, le désordre idéologique et politico-tactique continue de régner, et dans la direction il y a des querelles personnelles perpétuelles. Le nouveau parti se trouve dans l'état de la crise permanente. Derrière cet état de crise on peut déceler les changements survenus dans la société.

L'Algérie, au début des années 1950 est toujours une société agraire, mais avec la structure inchangée de la propriété, la forte croissance démographique fait venir de nouvelles masses dans les villes (pour une plus faible part, en France). On a peu d'espoir d'avoir une sécurité sociale stable et d'accéder à un statut social plus élevé. La répartition de la population par rang d'âge contribue aussi à accroître la tension sociale: en 1948, plus de 50 % des habitants ont moins de 20 ans.³⁸ Cette jeune société ayant toujours des soucis d'existence et qui ne voit pas de perspective réelle, après la guerre mondiale, chargée du vécu tragique, entre pour ainsi dire en coup de vent dans la politique. Son désespoir ne fait qu'augmenter à cause de la limitation forte et brutale de l'exercice des droits de liberté déclarés. Ni l'UDMA ni le PCA n'est pas capable d'organiser cette immense foule amorphe. Pour elle les idées de 1789 ne disent rien, elle a de l'attachement instinctif à l'idée de l'affranchissement social, mais sa situation instable, sa qualité non intégrée et l'omniprésence physique du pouvoir colonial – symbolisée par les habitants européens – la rend sensible uniquement à l'oppression nationale. Cette foule s'adresse instinctivement, amid d'une façon compréhensible, au MTLD qui proclame la libération et exclusivement la libération nationale. La transformation du PPA qui a rompu avec l'ENA, commence déjà dans les années 1930, mais il finira par devenir un parti populiste au début des années 1950, après la formation du MTLD. Sa base d'ouvriers perd complètement son influence, mais la base sociale du parti s'élargit des couches intermédiaires, de la couche des petits propriétaires ayant un avenir incertain, mais surtout d'énormes masses populaires pauvres des banlieues. Le MTLD couvre la structure de la société autochtone et devient un parti populiste, d'inter-classes. Il concentre plutôt qu'organise les nouvelles couches socio-populaires des villes qui sont porteuses des valeurs traditionnelles de la campagne étant donné que leur voie vers l'intégration sociale est bloquée. Elles apportent avec elles et gardent aussi les cadres de l'organisation sociale: ceux qui appartiennent à la même tribu ou à la même grande famille, s'installent au même endroit. C'est pourquoi, si un des mem-

³⁸ Kaddache, Mahfoud: Histoire du nationalisme algérien. Tome 2. pp. 738 – 740.

bres importants de la communauté adhère au MTLD – plus rarement au PCA – des familles ou bien les habitants de toute une rue le suivent.³⁹ (Un phénomène identique a été observé au Maroc par les sociologues français qui examinaient la structure des habitants des grandes villes,⁴⁰ et ceci est démontrable avec beaucoup de vraisemblance en Tunisie d'après les études de Mustapha Kraïem concernant la mouvement syndical.) Il était impossible d'organiser cette foule dépourvue de ses racines dans des partis dits classiques (PPA et le MTLD) qui suivaient des modèles européens (de parti communiste). La constatation selon laquelle il régnait une „discipline absolue” dans le parti et que l'appareil tenait l'organisation entre ses mains semble être exagérée, soutenue par des documents officiels du parti exprimant seulement du désir.⁴¹ Quand on adopte enfin les statuts au deuxième congrès (1953), ils ne peuvent même être mis en pratique car la crise dans le parti est tellement profonde que ses jours sont comptés.

Le MTLD, conformément au niveau de la culture politique de ces couches populaires – surtout sur la base de sentiments et instinctivement – exprimait l'idée de l'existence nationale: „la nation algérienne est une réalité incontestable inscrite dans le cœur de chaque Algérien.”⁴² L'incarnation de cette nation est le peuple, c'est à lui seul qu'appartient la souveraineté nationale et il exclut n'importe quel groupe privilégié. Cette organisation algérienne est constituée d'habitants autochtones arabo-berberes; les Européens renonçant au privilège y ont leur place, ils peuvent acquérir la nationalité algérienne „dans la mesure où ils se sentiront fils de la patrie algérienne et agiront en tant que tels”.⁴³ Le mérite incontestable du parti est qu'il entretient le sentiment de l'égalité nationale face aux oppresseurs dans cette foule qui était toujours blessée dans son être humain et national, surtout en accentuant le respect des traditions culturelles et religieuses. Le parti fait le relèvement de la politique des ulémas qui après la guerre n'assument guère de rôle politique. Mais il veillait à ce que l'islam ne soit pas l'idée maîtresse: „le nationalisme algérien n'est pas une sorte de contrecroisade” a-t-il souligné dans sa prise de position.⁴⁴ Dans son idéologie et dans sa propagande, les éléments religieux-culturels étaient confondus, de même que l'idée de l'égalité sociale et de la démocratie bourgeoise reflétant ainsi les aspirations et les désirs des habitants autochtones.

³⁹ Harbi, Mohamed: *Le F.L.N.* pp. 80–81.

⁴⁰ Montagne, Robert (sous sa direction): *Naissance du prolétariat marocain. Cahiers d'Afrique et l'Asie III.* Peyronnet, Paris 1952. PP. 21–27.

⁴¹ Kaddache, Mahfoud: *Histoire du nationalisme algérien.* Tome 2. 804.

⁴² *El Maghreb el Arabi*, le 12 septembre 1947.

⁴³ *Principes directeurs de la lutte du mouvement national algérien.* Alger. MTLD 1951. in Collot, Claude-Henry, Jean-Robert: *Le mouvement national algérien*, 304.

⁴⁴ *Ibid* 302.

Cet éclectisme était bien personnifié par Messali Hadj qui jouissait sans doute d'une grande considération parmi les habitants. Ses discours incendiaires ont véritablement enfiévré son auditoire et l'ont tout de suite poussé à l'action. Ses tournées de propagande ont toujours été accompagnées de manifestations et d'affrontements sanglants. Mais à l'intérieur du parti, il aspirait au pouvoir absolu et, guidé par la vanité, c'est lui qui voulait prendre la décision définitive. A la séance du comité central de mars 1950, il a essayé de créer pour lui-même la présidence à vie ayant le droit de veto, mais le CC s'opposait avec succès.⁴⁵ Dans le même temps, la direction ne l'ignorait pas qu'il était un personnage indispensable et qu'il construisait consciemment son charisme dans la lutte politique légale aussi. On l'a comparé à Lénine, à Kemal Pacha, à Washington et on le tenait pour le fondateur de l'Algérie.⁴⁶ Il est indiscutable que sa personne était identifiée au nationalisme algérien, au mouvement national jusqu'au déclenchement de la guerre de libération (le 1^{er} novembre 1954). Lors d'une de ses tournées de propagande, en avril 1952 il a été arrêté, mis sous surveillance de police, on l'a mis en résidence surveillée à Niort en France. D'ici même il a essayé de diriger le MTLD, mais il ne retournera jamais dans son pays.

Le MTLD a un grand défaut: il n'a pas de programme social élaboré. Mais dans le mouvement de revendication des travailleurs, les activistes et les membres de la CGT et du MTLD, malgré leur opposition idéologique, ont bien coopéré.⁴⁷ Cette coopération était encore plus fructueuse dans le mouvement pour la paix. En ce qui concerne le jugement de la guerre d'Indochine et le soutien de la lutte d'indépendance du peuple vietnamien, l'accord était total parmi les partis du mouvement national. Le MTLD et le PCA ont plusieurs fois organisé une démonstration politique de protestation commune ou bien des grèves de dockers refusant l'embarquement des bateaux en partance pour le Vietnam.⁴⁸ Ils se sont désolidarisés de la guerre de Corée, mais dans le déclenchement de celle-ci, le MTLD a rendu l'Union Soviétique aussi responsable que les États-Unis.⁴⁹ Son opinion sur l'Union Soviétique n'est pas aussi nuancée que celle de l'UDMA, mais l'attitude politique de l'Union Soviétique était identifiée de façon conséquente à celle des États-Unis par le MTLD – surtout à cause de sa prise de position concernant la question palestinienne en 1947. Au congrès de Wroclav du mouvement pour la paix (avril 1949),

⁴⁵ La Nation Algérienne, (organe de „ceux du comité central” s'opposant à Messali Hadj) le 1^{er} septembre 1954.

⁴⁶ Le problème algérien. Alger, MTLD 1951. 12.

⁴⁷ Taleb, Abderrahim: Le mouvement syndical algérien de 1943 à 1954 et ses rapports avec les partis politiques. Méditerranée Tanulmányok III. Szeged - JATE 1989. 92.

⁴⁸ Liberté, le 23 mars 1950.

⁴⁹ Algérie libre, le 1^{er} août 1950.

les délégués des trois partis ont pris acte d'une déclaration commune. Un des paragraphes de celle-ci revendiquait la reconnaissance du droit du peuple algérien de créer son propre État souverain.⁵⁰ Une déclaration d'une teneur identique a été signée l'année suivante au congrès mondial de la paix tenu à Varsovie.⁵¹ Mais en Algérie même, un document pareil favorisant la formation de l'unité du mouvement national n'a pas été accepté jusqu'en 1951, malgré l'intention souvent répétée des trois partis. Mais à cette époque de tels événements ont eu lieu qui ont incité les partis à former le front unique.

L'arrestation des activistes et des membres de l'OS a provoqué la sympathie unanime dans les trois tendances du mouvement national. A partir du printemps 1951, quand leur procès a commencé, les trois partis ont organisé ensemble les actions de protestation. Le 15 mars, de l'initiative locale, on constitue le comité luttant contre l'oppression à Tabessa. Ce comité s'adresse dans un appel aux directions nationales à la formation de l'union à l'échelon le plus élevé aussi.⁵² En avril, les partis nationalistes marocains ont signé un pacte unitaire et ils ont appelé les nationalistes algériens à suivre leur exemple. C'étaient les ulémas qui offraient leurs bons offices aux partis. Les communistes leur ont demandé de faire cela au début mars, en se référant à l'exemple formant l'union de Ben Badis en 1936. Le cheik Tabessi, lors de ses négociations avec les dirigeants du MTLD en avril, en se référant à l'exemple des Marocains, prend argument du fait „qu'il ne faut pas que l'Algérie reste à la traîne” et il demande des efforts et de la souplesse au parti de Messali Hadj.⁵³ L'argument définitif a été donné par les expériences des élections déroulées cette année-là, ces expériences étaient plus négatives que celles l'année 1948. En février, les mandats de la moitié des députés de l'Assemblée Algérienne ont été renouvelés, en juin avaient lieu les élections parlementaires. Les deux élections se sont déroulées dans une ambiance d'intimidation et elles étaient pleines „les quinze élus du second collège n'ont pas été élus mais nommés”.⁵⁴ Il a été prouvé de nouveau que la lutte menée dans le cadre de la légalité coloniale aboutissait à une impasse. Mais les partis en faisaient l'expérience séparément et comme dernière possibilité, il leur est resté l'espoir que s'ils unissent leurs efforts, ils réussiront à arracher des changements importants au pouvoir dans le cadre légal. Le 22 juin, le PCA s'est adressé par lettre à UDMA et au MTLD et a proposé d'organiser ensemble des actions pour la libération des prisonniers politiques. Mais le 8 juillet, il présente déjà le

⁵⁰ Maghreb el Arabi, le 29 avril 1949.

⁵¹ Liberté, 1950.

⁵² Liberté, le 15 mars 1951.

⁵³ Rapport de police des Renseignements généraux 1951, le 1^{er} mars; n. 1436 le 18 avril. n. 2706. Archives de wilaya d'Alger.

⁵⁴ Boumedjel, Ahmed: L'Algérie unanime. Esprit, 1951. n° 10. 515.

projet de la formation du Front National, en renouvelant son appel de juillet 1946.⁵⁵ Les négociations des trois partis et des ulémas commencées deux semaines plus tard ont vite donné des résultats. Le 25 juillet ils ont adopté une déclaration commune dans laquelle ils ont annoncé la formation de la commission d'organisation du Front Algérien pour le respect et la défense de la liberté. La commission – en s'assurant le concours de personnalités indépendantes – a pu convoquer le congrès inaugural du front le 5 août. La résolution acceptée à l'unanimité et sans débat a sanctionné en tant que programme du Front Algérien les objectifs acceptés déjà le 25 juillet par la commission d'organisation. Ces objectifs ont appelé les masses à créer la vie publique démocratique: il faut annuler les résultats des élections de juin, il faut respecter la liberté de vote, les droits des libertés publiques (de conscience, d'opinion, de presse, de réunion), il faut libérer les prisonniers politiques et il faut que le pouvoir colonial mette fin à l'ingérence dans les affaires culturelles des musulmans.⁵⁶ Les cadres d'organisation ont été formés qui, pour l'essentiel, étaient conformes à ceux du Congrès Musulman. A partir de la direction nationale (Comité directeur) jusqu'aux comités locaux, les partis et les personnalités indépendantes se faisaient représenter proportionnellement. Ils pensaient organiser des meetings de masse, tenir des conférences de presse, adresser des pétitions aux autorités. Ils envoient une délégation spéciale en France et là, ils établissent des rapports avec des leaders politiques, des partis, des députés parlementaires pour mobiliser l'opinion publique au soutien du Front Algérien. La formation rapide de celui-ci était possible à cause de son programme concret contenant des revendications minima, il ne touchait pas aux questions théoriques, il était essentiellement un accord d'unité d'action. Le Front avait jusqu'à la fin de cette année-là trente-six comités locaux. Ceux-ci ont organisé de nombreuses réunions, manifestations, actions de protestation contre l'arbitraire des autorités locales et démonstrations exigeant l'acquittement des condamnés dans le procès de l'OS.⁵⁷

Étant donné que le programme du Front Algérien était limité, il n'était pas propre à mobiliser les masses à long terme. C'est pourquoi le MTLD, le plus sensible au problème national, tout de suite après la formation, a proposé d'approfondir, d'élargir le programme de telle manière qu'il contienne l'objectif politique du mouvement national. „L'Union réalisée au sein du Front est une union limitée. Cette union pour être fructueuse, pour entraîner l'adhésion totale des masses, pour développer les facultés créatrices doit s'étendre à des objectifs plus vastes. Le F.A.D.R.L. devra élargir son programme d'action jusqu'à l'indépendance et la souve-

⁵⁵ Liberté, le 28 juin 1951. et le 12 juillet.

⁵⁶ Alger républicain les 5-6 août 1951.

⁵⁷ Liberté le 30 août., Algérie libre le 8 septembre et le 22 nov. 1951.

raineté nationale de notre pays.”⁵⁸ Mais au lieu de cela, une fausse démarche du PCA a réduit le dynamisme initial même du Front quand il a participé en octobre aux élections cantonales. La décision du parti excitait la méfiance des partis nationalistes et de leurs électeurs, car c’est justement les fraudes électorales successives qui ont donné jour au Front. La déclaration commune de l’UDMA et du MTLD appelant à l’abstention a été massivement suivie, la proportion des participants au deuxième collège n’a pas atteint 30 %.⁵⁹ A partir de cette époque, l’unité fragile du Front s’est dissoute et les nationalistes ont recommencé à mettre en question le caractère national du PCA et lors de la création de l’union régionale des forces anticolonialistes, ils ne comptaient plus sur le parti. Le 2 février 1952, de l’initiative du chef des ulémas algériens, les partis nationalistes maghrébins – deux partis tunisiens, quatre marocains, deux algériens – ont créé un front unique et d’action d’Afrique du Nord, qui coordonnera leur lutte pour la libération de l’Afrique du Nord.⁶⁰ La formation du front unique fut une réaction à l’oppression brutale du mouvement national tunisien (arrestations, action militaire). Mais à la suite de sa formation, le front ne se faisait pas entendre en ce qui concerne les actions. Même les actions de solidarité avec les patriotes tunisiens ont été organisées par le Front Algérien dans les mois de printemps. Mais son existence formelle a clairement indiqué que le processus de décomposition du front unique du mouvement national algérien était irréversible. A partir du mois de mai, l’UDMA ne participe plus aux séances du secrétariat du Front, les ulémas se sont aussi retirés.⁶¹ Messali Hadj est interdit de séjour en Algérie à la fin du mois d’avril et est tenu en surveillance en France. Le débat concernant le caractère du parti, la tactique, se renflamme dans le MTLD. Jusqu’ici, l’existence du Front Algérien et son activité couvrait dans une certaine mesure sa crise intérieure. Le secrétariat du Front tient encore une séance au début de juin qui sera la dernière. Au cours de l’été, le Front Algérien, sans le déclarer, cesse d’exister. A la fin d’août, le PCA essaie de le ranimer – sans résultat. Le parti, en examinant sa propre activité à l’intérieur du Front, signale, avec une autocritique juste, son sectarisme et que, en employant des formules sèches, il a rétréci l’activité du Front à la lutte contre répression, et les organisations de base se sont renfermées sur elles-mêmes.⁶² Cette analyse fut renforcée plus tard par le secrétaire du parti, Larbi Buhali lorsqu’il a démontré la cause de la décomposition rapide du Front dans le fait que celui-ci n’avait pas dépassé son propre programme

⁵⁸ Algérie libre le 25 août 1951.

⁵⁹ Algérie libre le 20 octobre 1951.

⁶⁰ Algérie libre les 16 février 29 mars 1952.

⁶¹ République algérienne le 23 mai 1952.

⁶² Liberté le 28 août 1952.

et n'avait pas formulé le problème de l'indépendance nationale.⁶³ Le MTLD a vu de la même manière la cause de la dissolution du Front.⁶⁴ Mais un peu plus tard, il a exprimé son doute traditionnel: est-ce que le PCA est un parti national qui, même s'il lutte pour l'indépendance, il ne le fait que pour „soviétiser le pays”.⁶⁵

La brève activité du Front Algérien n'était pas si forte et si profonde qu'elle ait pu enraciner l'expérience de l'unité dans le mouvement national. Mais son échec renforçait de nouveau la tendance de la négation radicale de la légalité coloniale, la position des partisans de la lutte armée. Ces derniers seront encouragés par l'exemple des nationalistes algériens et marocains suscitant la guérilla et par l'Égypte des Officiers Libres.

⁶³ Interview avec Larbi Buhali, le 26 mars 1974 Alger.

⁶⁴ Algérie libre le 1^{er} octobre 1952.

⁶⁵ Algérie libre le 1^{er} novembre 1952.